

**Intervention de
S.E.M. Salaheddine MEZOUAR, Ministre de l'Economie et des Finances**

**A la Conférence des Nations Unies
sur la Crise Economique et Financière Mondiale
et son Impact sur le Développement**

New York, le 25 juin 2009

**Monsieur le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies ;
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;**

Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;

Il m'est agréable d'exprimer au nom du Royaume du Maroc mes vifs remerciements à Son Excellence M. Miguel d'Escoto Brockmann, Président de l'Assemblée Générale, et à Son Excellence M. Ban Ki-Moon, Secrétaire Général des Nations Unies ainsi qu'aux deux co-facilitateurs (les ambassadeurs des Pays Bas et de Saint Vincent et les Grenadines) pour le soin porté à la préparation de cette Conférence.

Monsieur le Président ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;

Notre conférence se tient à un moment d'une importance particulière. Le monde traverse l'une des crises économiques les plus sévères qu'il ait connu depuis plusieurs décennies et, les attentes pour des solutions de sortie de crise sont immenses et de plus en plus insistantes.

Il était dès lors naturel que l'ONU soit le cadre choisi pour accueillir cette Conférence en vue d'identifier les mesures d'urgence et fixer la stratégie de sortie de crise.

En effet, la composition et la légitimité universelles de l'ONU, ainsi que sa responsabilité morale, particulièrement envers les plus vulnérables la prédisposent à jouer un rôle déterminant dans l'impulsion des réponses appropriées à la crise mondiale, et de faire en sorte que les objectifs du Développement restent inscrits au rang des priorités de la communauté internationale.

Cette enceinte nous donne donc l'occasion de convenir des mesures fondamentales à prendre en vue de soutenir les efforts des pays en développement pour limiter les effets de cette crise et relancer leurs économies. En même temps, nous ne devons pas manquer le cadre que nous offre les Nations Unies pour continuer, et d'une manière concrète, à tracer le chemin à suivre en vue d'une réforme de l'architecture financière internationale, de façon à corriger les dysfonctionnements du système, prévenir les crises à l'avenir, et assurer la participation de tous les pays à cet effort.

Monsieur le Président ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;

La crise à laquelle nous sommes confrontés, aura des conséquences durables sur l'ensemble des pays en développement et, peu d'entre eux, disposent de moyens suffisants pour y faire face. D'après les prévisions les plus récentes, la crise financière continuera à avoir un impact négatif sur l'économie mondiale durant cette année et les années à venir, et les pays en développement seront encore plus touchés et éprouveront des difficultés énormes pour mobiliser les ressources financières nécessaires à leur développement.

La crise financière s'est déjà traduite, par la raréfaction du crédit à l'échelle mondiale, le renchérissement des conditions de financement sur les marchés internationaux, et le ralentissement des investissements directs étrangers.

De même, la contraction des transferts de fonds par les travailleurs migrants, le déclin de l'Aide Publique au Développement, et le repli du secteur touristique se font déjà sentir.

La crise a eu des conséquences sociales très graves sur l'ensemble des pays, plus particulièrement les pays africains, en faisant basculer des millions de personnes dans la pauvreté. Ses implications sur le marché du travail sont désastreuses, avec 11 millions de chômeurs de plus pour l'année 2008, et des perspectives encore plus difficiles pour l'année en cours. Cette crise se posera pour les pays les plus vulnérables, en termes de stabilité politique et de survie économique et sociale.

En résumé, cette crise compromet les efforts de deux décennies d'ajustement et remet en cause la réalisation des Objectifs du Millénaire.

Monsieur le Président

Dans cette conjoncture financière et économique délicate, la communauté internationale est interpellée pour faire preuve de solidarité avec les pays les plus pauvres.

A cet égard, les engagements pris en matière de développement, notamment dans le cadre du Consensus de Monterrey, de la Déclaration de Doha sur le suivi du financement du Développement, du Sommet du G.8 ou du Sommet du G-20 doivent être concrétisés et continuer à guider l'action en matière d'Aide Publique au Développement.

A côté de l'Aide traditionnelle, qui s'est avérée, jusqu'à présent, insuffisante pour répondre à l'ampleur des besoins de financement de ces pays, il est nécessaire de diversifier tant les sources que les mécanismes de financement innovants, de nature à assurer des ressources additionnelles, stables et prévisibles.

Pour leur part, les institutions financières internationales sont appelées plus que jamais à soutenir les pays en développement dans leurs efforts visant à rétablir et à préserver leurs équilibres macroéconomiques, base de toute croissance soutenue et durable. A cet effet, notre pays exhorte la communauté internationale à renforcer son appui aux pays en développement pour préserver leurs équilibres fondamentaux et leur permettre de dégager les espaces budgétaires nécessaires au financement de leurs programmes d'investissement dans l'infrastructure, l'éducation, les secteurs sociaux et la structuration de leurs économies. Tout recul à ce niveau, constituera un frein sérieux à l'effort de convergence et de rattrapage entrepris par les pays en développement et bénéficiant à l'ensemble de l'économie mondiale.

Le Maroc considère, en particulier, que la crise a eu des impacts différenciés sur les pays en développement, et appelle de ce fait des réponses adaptées et ciblées par rapport aux besoins de chaque pays.

Par ailleurs, la crise financière et économique ne doit pas servir de prétexte pour recourir aux mesures protectionnistes. A cet égard la conclusion des négociations de l'OMC constituera le meilleur rempart contre les pratiques protectionnistes. Ensemble nous devons travailler sans relâche pour un accord équilibré du Cycle de Développement de Doha, à même de permettre une croissance durable dans les pays en développement.

De même, les mesures de sauvetage financier et les plans de relance économique adoptés par certains pays ne doivent pas non plus conduire à un protectionnisme financier dommageable aux flux financiers vers les pays du Sud et aux échanges commerciaux.

**Monsieur le Président ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;**

Je saisis cette opportunité pour partager avec vous la manière avec laquelle mon pays fait face au contexte économique actuel et à ses effets sur le court et moyen termes.

Le Maroc a réussi à mettre en place un cadre macroéconomique stable, grâce aux réformes structurelles, à la suppression des entraves à la croissance et à une meilleure allocation des ressources. Il a procédé à la libéralisation de ses échanges dans les cadres bilatéral et multilatéral. Il a également engagé de grands chantiers structurants et décliné des politiques sectorielles pour donner la visibilité nécessaire aux investisseurs et renforcer son positionnement régional. Ces actions ont été payantes en termes de croissance, d'amélioration de nos indicateurs sociaux, de dynamisation de l'investissement national, et d'attrait des investissements étrangers. Elles ont permis de renforcer la résilience de notre économie face aux chocs exogènes, en particulier, celui des matières premières. La stabilité de notre cadre macroéconomique et la solidité de notre secteur financier nous ont, par ailleurs, permis de résister à la première vague des impacts de la crise financière mondiale.

La contamination de la sphère réelle a eu, comme partout ailleurs, des impacts sur notre économie, particulièrement sur le secteur exportateur, le tourisme et les transferts de nos résidents à l'étranger. Aussi, et dès octobre 2008, nous avons mis en place un dispositif de soutien à la croissance, à travers la stimulation de la demande intérieure, l'accélération des stratégies sectorielles et des réformes structurelles, le soutien aux petites et moyennes entreprises, et la mise en place d'un dispositif de veille stratégique public-privé, pour suivre les évolutions et les impacts et proposer des mesures ciblées et spécifiques à chaque secteur d'activité. Cette conjonction d'éléments a eu pour effet de maintenir la confiance dans l'économie, de soutenir la dynamique d'investissement et du crédit, de préserver l'emploi et de travailler d'ores et déjà dans la perspective de sortie de crise. Le Maroc prévoit pour 2009 une croissance autour de 5%, un déficit inférieur à 2% et une inflation autour de 2.5%. Aucun investissement stratégique n'a été abandonné ni retardé. Cette crise se révèle comme une opportunité de renforcer le positionnement régional de mon pays.

Dans notre effort de surmonter cette crise, nous sommes désireux d'apprendre de l'expérience des autres et de nous rendre disponibles pour partager notre modeste expérience avec les pays qui le souhaitent. C'est là aussi une autre manière pour les pays en développement de contribuer collectivement à une gestion concertée de la crise et préparer les meilleures conditions pour une sortie de crise dans laquelle nous ne serions pas encore une fois ceux qui vont payer le plus fort.

**Monsieur le Président ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;**

Les efforts de la communauté internationale visant à restaurer la confiance et relancer l'économie mondiale ne peuvent réussir durablement sans s'attaquer aux causes systémiques, et aux problèmes structurels qui ont conduit à la crise. Cette crise nous a montré combien il est urgent de réformer l'architecture financière internationale en vue de renforcer la résilience de l'économie mondiale et la rendre moins vulnérable.

Dans ce contexte, nous nous félicitons des recommandations élaborées par la Commission d'experts créée par Monsieur le Président de l'Assemblée générale, sur la réforme

du système monétaire et financier international. Ces recommandations méritent d'être sérieusement examinées dans le cadre du processus de réforme de la gouvernance financière internationale. Nous nous félicitons également des efforts déployés dans le cadre du G.20 pour atteindre cet objectif.

Il s'agit d'un processus qui demandera pragmatisme et volonté politique en vue de procéder à une réforme audacieuse du système en place, pour qu'il soit adapté aux réalités du monde d'aujourd'hui et de demain, refléter la place qu'occupent les pays en développement dans l'économie mondiale, et répondre aux intérêts et aux besoins de ces derniers en matière de développement. Pour atteindre cet objectif, tous les pays doivent être associés à ce processus de réforme.

Monsieur le Président ;

Faire preuve de solidarité dans ces moments difficiles constitue la meilleure preuve de notre confiance en l'avenir et en la solidité de nos engagements en faveur des objectifs du millénaire. A cet égard, le Maroc réitère son appel au respect des engagements internationaux en termes de flux d'aide, de réduction de la dette et d'ouverture des marchés, pour les produits provenant des pays les moins avancés. Dans ce contexte, une attention particulière doit être accordée par la communauté internationale à l'Afrique qui se trouve exposée aux conséquences néfastes de cette crise après les lueurs d'espoir de ces dernières années. C'est une responsabilité collective qui nous incombe aujourd'hui, ici et maintenant. Un dispositif d'urgence massif et immédiat doit être décrété.

Au delà de toutes ces actions, il est impératif que nous donnions toute l'importance requise à la dynamisation et au renforcement des espaces régionaux, qui constituent le lieu, par excellence, de l'expression des complémentarités et des synergies. Il a été amplement démontré que l'élaboration de solutions communes à l'intérieur de ces espaces et leur renforcement constituent des éléments de réponse qui complètent et renforcent les stratégies nationales et les actions de la communauté internationale pour faire face à la crise.

Pour conclure, nous tenons à exprimer notre confiance et notre appui aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en vue de faire face au défi du développement et de trouver des solutions appropriées à la crise. Ensemble nous devons agir; agir rapidement, collectivement et solidairement.

Je vous remercie pour votre attention